

Panorama de La Réunion

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES

Chef-lieu	Saint-Denis
Superficie	2 520 km ²
Situation géographique	Océan Indien, archipel des Mascareignes, Paris à 9 180 km, Port Louis à 210 km
Langues parlées	Français et créole réunionnais
Monnaie	Euro
Statut	Département et Région d'Outre-mer (DROM) et région ultrapériphérique (RUP)
Rang mondial IDH (2007)	32
Représentation nationale	7 députés et 3 sénateurs
Représentation de l'État	Préfet

De Bourbon à La Réunion

Escale sur les routes commerciales de l'Océan Indien, La Réunion reçoit, durant plusieurs siècles, la visite de navigateurs arabes, portugais, etc. Les Français y débarquent pour la première fois en 1638, mais l'île ne devient colonie à part entière qu'en 1663. A la faillite de la compagnie des Indes Orientales, le roi de France rachète l'île en 1764. Celle-ci compte alors 22 000 habitants, dont 18 000 esclaves. Au début du XIX^e siècle, le développement de l'île s'appuie sur la culture de la canne à sucre. La France achète à bon prix les pains de sucre moulés dans des dizaines "d'usines" attenantes aux propriétés coloniales.

Le 20 décembre 1848 est proclamée l'abolition de l'esclavage à La Réunion. L'île, peuplée de 103 000 habitants dont 60 000 esclaves, reprend son nom actuel la même année. Le système économique et social se réorganise autour de « l'engagisme » qui, dans les faits, reste relativement proche du système esclavagiste précédent. C'est à partir de la fin des années cinquante que s'amorce puis s'accélère un mouvement d'essor exceptionnel. C'est le temps du décollage économique, des transformations profondes des infrastructures et des paysages avec l'amélioration des équipements (routiers, aériens et portuaires) et la construction de barrages hydroélectriques, d'hôpitaux et d'établissements scolaires.

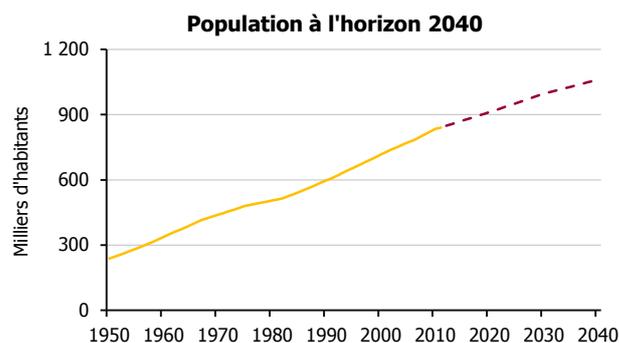
Un statut institutionnel commun à l'Outre-mer français

Depuis la loi de départementalisation du 19 mars 1946, La Réunion est un département français et devient également une Région, suite à la loi du 31 décembre 1982. A la différence des régions métropolitaines, son assise territoriale est monodépartementale et ses compétences sont étendues, notamment en matière de finances publiques locales puisque la Région détermine l'assiette, le taux, les exonérations et la répartition de l'octroi de mer. La réforme constitutionnelle du 28 mars 2003 a confirmé ce double ancrage institutionnel, en créant la dénomination de « Départements et Régions d'Outre-mer » (DROM).

La Réunion devient également une région ultrapériphérique (RUP) en 1997. Le régime des RUP prévoit l'applicabilité de principe de l'ensemble du droit communautaire. A l'instar du droit français, certaines adaptations au droit communautaire peuvent être autorisées au titre des caractéristiques et des contraintes particulières des régions ultrapériphériques. Dans ce cadre, le département bénéficie de soutiens financiers au titre de la politique régionale de l'UE et de son objectif « convergence » qui vise à soutenir le développement structurel des régions les moins développées de l'Union.

POURSUITE DE LA TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE

Résultat de mouvements migratoires en provenance d'Europe, d'Afrique, d'Inde, de Chine et des îles de l'océan Indien, la population réunionnaise est métisse, multiculturelle et pluriculturelle. La Réunion poursuit sa transition démographique, entamée dans les années 1930, mais le taux de natalité reste toujours supérieur à celui de la France métropolitaine. La population réunionnaise atteint ainsi 839 500 habitants au 1^{er} janvier 2011, soit une multiplication par 2,4 en 50 ans. L'accroissement naturel explique l'essentiel de l'augmentation de la population. Néanmoins, le rythme de progression du nombre d'habitants, qui s'affiche à +1,5 %, ralentit légèrement. La population de La Réunion pourrait franchir la barre symbolique du million d'habitants vers 2030, selon l'hypothèse centrale des projections démographiques réalisées par l'Insee.

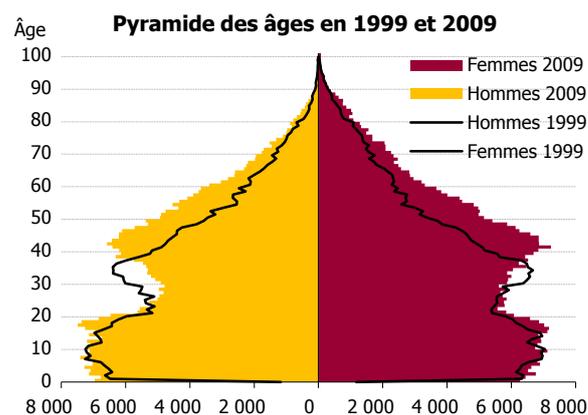


Source : Insee (Recensements ; estimations de pop. au 1^{er} janvier ; projections)

Indicateurs démographiques	La Réunion	France ⁽¹⁾
Population (milliers, millions pour la France, au 01/01/2011)	839,5	65,4
Part des moins de 20 ans (en %, 2010)	34,0	25
Part des 20 - 59 ans (% , 2010)	53,7	52
Part des 60 ans et plus (% , 2010)	12,3	23
Densité de population (hab/km ² , au 01/01/2010)	332,6	102,7 ⁽²⁾
Taux croissance annuel moy. de la pop. (% , 2001 - 2011)	1,4	0,6 ⁽³⁾
Taux de natalité (pour 1 000 habitants, 2009)	17,4	12,7
Taux de mortalité (pour 1 000 habitants, 2009)	5,0	8,5
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances, 2009)	7,5	3,5
Indice conjoncturel de fécondité (2009)	2,4	2,0 ⁽⁴⁾
Espérance de vie des femmes à la naissance (année, 2009)	82,7	84,8
Espérance de vie des hommes à la naissance (année, 2009)	74,9	78,2
Part des personnes illettrées parmi les 16-65 ans (% , 2007)	21	9 ⁽⁵⁾

(1) Bilan démographique de l'Insee 2011 ; (2) Densité de la population française en 2010 ; (3) Entre 2002 et 2012 ; (4) ICF en 2009 ; (5) Enquête IVQ de 2004-2005 conduite par l'Insee sur la population métropolitaines des 18 à 25 ans

Source : Insee

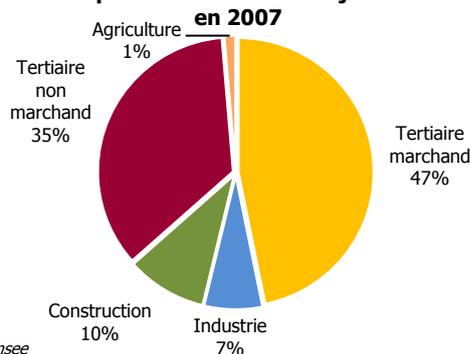


Sources : Insee - Etat civil

PANORAMA DE L'ÉCONOMIE

Entre 1997 et 2007, l'économie réunionnaise se caractérisait par une croissance structurellement dynamique, permettant de combler en partie son retard sur le niveau national en termes de richesse par habitant. Le Produit intérieur brut a presque doublé sur cette période avec un taux de progression de 5 % en moyenne par an, à prix constant. La consommation finale et l'investissement, soutenu par des incitations fiscales et par la mise en œuvre de grands chantiers, ont été les principaux relais de croissance sur la période. La réorientation de la politique fiscale et l'achèvement de ces travaux ont exacerbé les effets de la crise économique à La Réunion en 2009 (-2,7 % de croissance, en euros constants). Après une année 2010 atone, l'activité se redresse en 2011 (hausse du PIB de 1,2 %, en euros constants). Néanmoins, le département tarde à trouver de nouveaux moteurs pour asseoir sa croissance.

Répartition de la valeur ajoutée en 2007



Source : Insee

Principaux indicateurs économiques

	La Réunion	France
PIB (milliards d'euros courants, 2010)	14,4 ⁽¹⁾	1 937,3
Taux de croissance du PIB (% , euros constants, 2011)	1,2 ⁽¹⁾	1,7
PIB par habitant (euros courants 2010)	17 520 ⁽¹⁾	29 885
Taux de dépendance ⁽²⁾ aux importations (% , 2010)	28,6	27,7
Dépenses de l'État dans la collectivité (millions d'euros, 2010)	5 377	-
Dettes des collectivités (% du PIB, 2010)	11,6	8,3 ⁽³⁾
Aides européennes pour la période 2007-2013 (milliards d'euros)	1,9	-

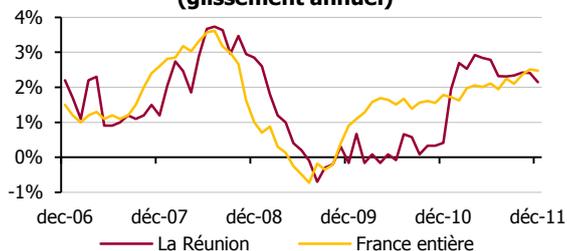
(1) Estimation Cerom 2010, données 2011 en montant non disponible ; (2) (imports)/(PIB) ; (3) Dette publique notifiée ou au sens de Maastricht

Sources : Insee, Douanes, Pôle Emploi, Cerom, AFD, Trésorerie générale, Région, Département

Hausse modérée des prix depuis 2005

Depuis 2005, la hausse des prix reste modérée à La Réunion (+1,8 % en moyenne par an), bien que légèrement supérieure à celle observée au niveau national (+1,5 %). La progression moyenne de l'indice des prix à la consommation suit les évolutions des prix du poste « services », principale composante de l'indice, et du poste « alimentation », qui a connu de fortes augmentations. Les prix des produits pétroliers sont sujets à des oscillations importantes, mais contribuent peu à la croissance générale des prix sur l'ensemble de la période. A fin décembre 2011, l'indice des prix à la consommation augmente de 2,1 % sur un an, contre +2,5 % en 2010.

Indice des prix à la consommation (glissement annuel)

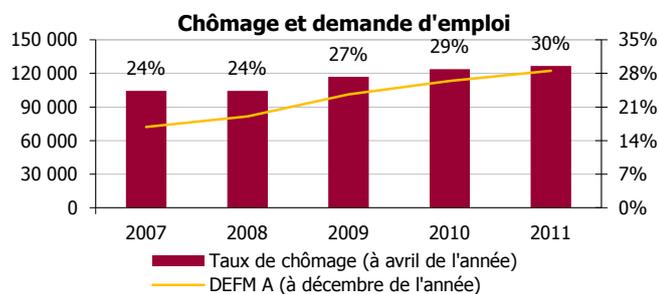


Source : Insee

Un marché du travail en déséquilibre

Entre 2005 et 2008, l'économie réunionnaise a été la deuxième région française la plus dynamique en termes de création d'emplois, avec une croissance de 2,9 % en moyenne par an (contre + 0,9 % pour la France entière). Cette progression a permis de faire reculer le taux de chômage dans l'île, bien qu'il soit resté nettement plus élevé qu'en France métropolitaine. Depuis la crise, la création d'emplois a nettement ralenti et le nombre de demandeurs d'emplois de catégorie A s'est accru, pour s'établir à 122 240 demandeurs fin 2011.

Un peu plus de neuf emplois sur dix sont des emplois salariés, dont plus des deux tiers sont regroupés dans le secteur des services. Les services non marchands concentrent le plus d'emplois mais cette part tend à se réduire.



DEFM A: demandeurs d'emploi n'ayant pas travaillé au cours du mois
Sources : Dieccte, Insee

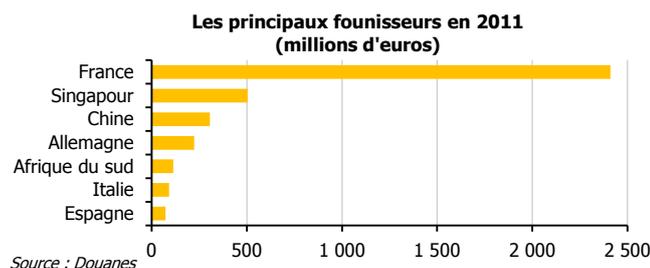
Emploi (milliers)	2000	2010 (p)	10/00 ⁽¹⁾
Emploi total	200,6	245,9	2,1%
Emploi non salarié	15,9	20,3	2,5%
Emploi salarié	184,7	225,6	2,0%
Agriculture	2,6	2,7	0,5%
Industrie	14,1	16,3	1,5%
BTP	10,5	15,2	3,8%
Commerce	24,3	31,7	2,7%
Services marchands	46,7	68,1	3,8%
Services non marchands	86,6	91,6	0,6%

(p) provisoire ; (1) Taux de croissance annuel moyen

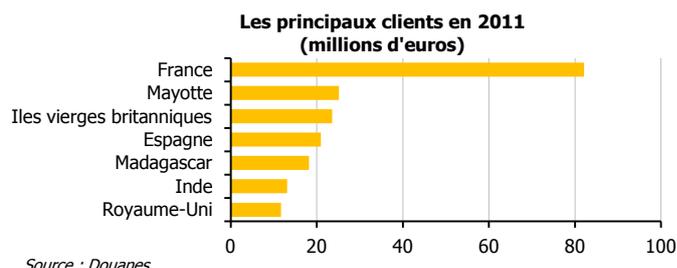
Source : Insee

Une balance commerciale structurellement déficitaire

A l'instar des autres Département d'Outre-mer et de la majorité des économies insulaires, l'économie de La Réunion a largement recours à l'importation pour ses approvisionnements en biens et en matières premières, ce qui génère une balance commerciale structurellement déficitaire. Parallèlement, l'île exporte essentiellement du sucre et des produits de la pêche, les autres exportations concernant principalement des produits réexportés. La France métropolitaine reste de très loin le principal fournisseur et client de l'île.



Source : Douanes



Source : Douanes

Importations en valeur (millions d'euros)	2011
Produits agricoles et de la pêche	101,2
Biens intermédiaires	483,5
Produits pétroliers et hydrocarbures	674,2
Matériels de transport	699,3
Produits des IAA	737,4
Produits élec., électro., et informatiques	895,6
Biens courants destinés aux ménages	942,2
Total	4 775,2

Source : Douanes

Exportations en valeur (millions d'euros)	2011
Produits agricoles et de la pêche	2,0
Biens intermédiaires	3,3
Produits pétroliers et hydrocarbures	11,3
Déchets industriels et ménagers	25,6
Produits électriques et matériels de transports	56,1
Produits des IAA	171,5
<i>dont sucre et rhum</i>	<i>87,3</i>
Total	286,9

Source : Douanes

LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

La structure de l'économie réunionnaise se caractérise par la prépondérance des services, qu'ils soient marchands ou non marchands. En termes de valeur ajoutée, le secteur des services marchands constituait le premier secteur économique de l'île en 2007, devant celui des services non marchands.

Principaux indicateurs sectoriels	2011	11/01 ⁽¹⁾
Production agricole (millions d'euros)	378,4 ⁽²⁾	0,8 % ⁽³⁾
Production de cannes à sucre (milliers de tonnes)	1 884	0,4 %
Production de sucre (milliers de tonnes)	206	0,2 %
Prod. avi., porc. et bovine (tonne équiv. carcasse)	22 374	-0,1 %
Export. de produits de la pêche (millions d'euros)	66,0	3,6 % ⁽³⁾
Effectifs du BTP (à fin décembre)	17 065	1,7 %
Attestations de conformité électrique du Consuel	7 634	-2,8 %

(1) taux de croissance annuel moyen sur la période 2001-2011 ;

(2) en 2010 ; (3) de 2002 à 2010

Sources : Douanes, Consuel, Daaf, eRcane, CERBTP

	2011	11/01 ⁽¹⁾
Importations de ciments (tonnes)	342,3	0,8 % ⁽²⁾
Montant de la LBU (millions d'euros)	101,6	1,8 %
Nombre de touristes	471 300	1,1 %
Nombre de nuitées (en milliers)	833,6	9,6 %
Nombre de passagers aux aéroports (milliers)	2 192	8,0 %
Nombre de professionnels de santé	12 421	5,9 %
Nombre d'élèves (enseignement public et privé)	240 037	0,2 %

(1) taux de croissance annuel moyen sur la période 2001-2011 ;

(2) de 2002 à 2010

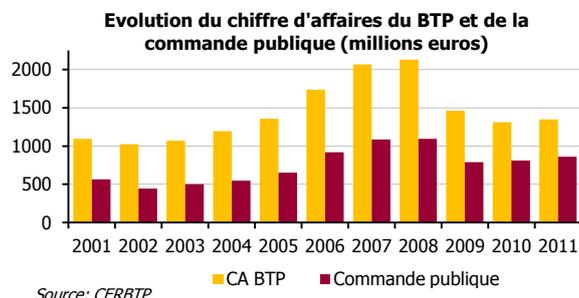
Sources : Rectorat, Dress, CCIR, Insee, IRT, Douanes, Deal

Une industrie sucrière moderne et concentrée

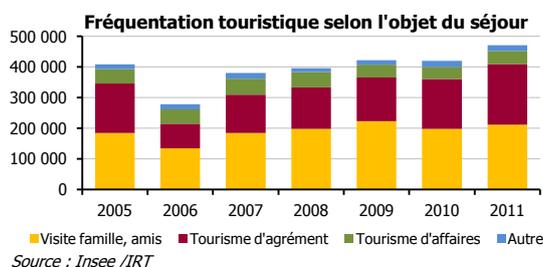
La canne à sucre a façonné l'identité de La Réunion. Aujourd'hui, l'industrie sucrière s'est modernisée et se concentre autour de deux sucreries (Bois Rouge et le Gol). Le département a produit en moyenne 201 000 tonnes de sucre par an sur ces dix dernières années, ce qui reste très en deçà des quotas européens alloués (338 000 tonnes). Avec le tiers des biens exportés, le sucre représente la première source d'exportations de biens de l'île. La campagne 2011 montre une stabilisation de la production sucrière, très légèrement inférieure à celle de 2010, mais qui reste supérieure à la moyenne décennale (+ 2,4 %).

Fort dynamisme du BTP avant un « trou d'air » de l'activité depuis 2009

Le BTP a été un élément moteur du développement économique de l'île ces dernières années. Entre 2002 et 2007, la valeur ajoutée du secteur s'est accrue au rythme moyen de 16,1 % par an. En 2007, il employait plus de 20 000 personnes, soit 10 % des effectifs salariés. A partir du milieu de l'année 2008, l'activité du BTP s'est très nettement dégradée. Le net ralentissement de la demande en biens immobiliers, alimenté par les incertitudes autour de la loi pour le développement économique des Outre-mer (LODEOM), s'est traduit par une contraction des ventes de biens immobiliers neufs. Parallèlement, l'achèvement de chantiers de grande envergure (route des Tamarins, etc.) et l'abandon ou le report de nombreux projets par les municipalités ont engendré une forte contraction de l'activité du secteur. En 2011, la situation dans le secteur du bâtiment et des travaux publics s'améliore progressivement, soutenue par la construction de logements sociaux neufs (hausse de 24 % du nombre de logements aidés livrés) et la commande publique (+ 6,2 %).



Une activité touristique fortement dépendante des résidents



D'un poids encore faible dans la valeur ajoutée totale (2,6 %), le secteur touristique représente la première source d'exportation de l'île. Du fait de son intensité en main-d'œuvre, le secteur est un pourvoyeur d'emplois significatif avec 9 000 emplois directs. En 2011, La Réunion a accueilli 471 300 touristes non résidents, soit sa meilleure fréquentation. Plus de la moitié de la dépense touristique sur l'île provient des touristes locaux.

LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Le marché du crédit à La Réunion reste relativement concentré. En 2011, dix banques et onze sociétés financières soumises à la loi bancaire sont installées dans le département, ainsi que quatre institutions financières spécialisées. Le niveau d'équipement en terme de guichets bancaires et de distributeurs automatiques a fortement progressé ces dernières années, même s'il reste inférieur au niveau national. Cette situation n'implique cependant pas une moindre accessibilité aux services bancaires, en raison de la forte concentration de la population sur les zones côtières.

L'accompagnement par les établissements de crédit de l'économie réunionnaise s'est longtemps traduit par une forte croissance des concours consentis à l'ensemble des agents économiques (+ 8,7 % en moyenne par an entre 2000 et 2008). La crise économique a depuis ralenti cette progression des concours bancaires et engendré une montée des risques (6,1 % de l'ensemble des concours à fin décembre 2011). Enfin, le système bancaire implanté localement octroie plus de crédits qu'il ne collecte de dépôts, ce qui pèse structurellement sur les conditions de refinancement des banques locales, et donc sur le coût du crédit.

Indicateurs monétaires et financiers	2001	2011
Nombre d'habitants par guichet bancaire	8 521	3 455
Nombre d'habitants par guichet automatique	2 787	1 532
Nombre de comptes bancaires par habitant	2,2	2,6
Actifs financiers des agents économiques ⁽¹⁾	6,3 Md €	11,1 Md €
Encours sains des agents économiques ⁽¹⁾	8,3 Md €	16,0 Md €
Taux de créances douteuses ^{(1) (2)} (%)	5,4	5,8

(1) auprès des établissements de crédits locaux ; Md : milliard

(2) créances douteuses / ensemble des concours

Source : Iedom, données au 31 décembre

Indicateurs d'entreprises	2011
Coût moyen du crédit aux entreprises (% , janv. 2011)	4,57
Actifs financiers ⁽¹⁾ (millions d'euros, à fin déc.)	2 467
Concours bancaire ⁽²⁾ (millions d'euros, à fin déc.)	7 563
dont crédits d'exploitation (%)	14,7
dont crédits d'investissement (%)	45,5
dont crédits à la construction (%)	39,0

(1) auprès des établissements de crédits locaux

(2) concours sur l'ensemble des établissements de crédits

Source : Iedom, données au 31 décembre

Indicateurs ménages	2011
Créances douteuses nettes (millions d'euros)	102
Actifs financiers ⁽¹⁾ (millions d'euros, à fin déc.)	7 907
Concours bancaire ⁽²⁾ (millions d'euros, à fin déc.)	6 714
dont crédits à la consommation (%)	23,9
dont crédits à l'habitat (%)	76,1
Nombre de dossiers de surendettement	1 239

(1) auprès des établissements de crédits locaux

(2) concours sur l'ensemble des établissements de crédits

Source : Iedom, données au 31 décembre

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : A. BELLAMY-BROWN

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : octobre 2012 – Dépôt légal : octobre 2012 – ISSN 1952-9619